

Diaspora burundaise : Entre "Devoir de manifester" et "Devoir de prudence"

@rib News, 31/03/2014 L'opposition burundaise à l'étranger appelle à manifester ce 1er avril à Bruxelles pour, à «annoncer une menace de génocide qui pèse sur le Burundi». A la veille de ce rassemblement des opposants au pouvoir de Bujumbura, la réponse à la question «Faut-il manifester ou pas ?» ne fait pas l'unanimité et divise de la diaspora burundaise. D'un côté, ceux qui sont pour la manifestation, comme de l'autre, ceux qui n'y sont pas favorables, c'est vers la communauté internationale que les Burundais semblent aujourd'hui se tourner. Nous publions simultanément deux textes sur le sujet - l'un de Pancrace Cimpaye (photo à gauche) et l'autre d'Innocent Bano (à droite) - qui expriment bien les deux états d'esprits différents que l'on retrouve chez des membres de la diaspora burundaise appelés à battre le pavé pour manifester demain à Bruxelles, ou à s'abstenir.

Pancrace Cimpaye évoque «Le devoir de manifester le ras le bol !», estimant que «Le monde comprend de plus en plus que le Burundi court un risque de sombrer dans la violence» et saluant une communauté internationale qui se montre «préoccupée par la crise qui couve au Burundi» et «exprime en dénonçant les restrictions croissantes des droits civils et politiques au Burundi». Innocent Bano estime pour sa part que «la prudence s'impose de la part de la communauté internationale» qui «n'a jamais eu aucun effort pour accompagner le peuple Burundais dans son cheminement vers la paix». Il dénonce «le piège de certaines stratégies utilisées par certains hommes politiques burundais et certains membres de la société civile», estimant que «L'usage d'un terme tel que "génocide", dans le contexte politique actuel, devrait être utilisé avec prudence». Voici ci-après les deux textes : La dictature au Burundi : Le devoir de manifester le ras le bol ! Pancrace Cimpaye Pour une fois dans l'histoire récente du Burundi, ce petit beau pays d'Afrique centrale n'a jamais été aussi sur l'orbite de l'actualité. Depuis que le Président par tous les moyens a été arraché de force un troisième mandat, tout le monde en parle ! Tout le monde a compris qu'il y a un malheur risque de s'abattre sur le Burundi. Du haut de la tribune des Nations unies, Ban Ki Moon exprime sa préoccupation quant à la détérioration du climat politique au Burundi. Le conseil de sécurité n'avait jamais été préoccupé par la crise qui couve au Burundi. Jamais le pays le plus puissant du monde, les Etats Unis d'Amérique, n'avait sorti autant de déclarations sur le climat politique détestable au Burundi. Didier Reynders, le patron de la diplomatie belge est revenu sur la même préoccupation ; même son de cloche du côté de l'Union Européenne. La commissaire des Nations unies aux droits de l'homme Madame Navi Pillay n'y est pas allée avec le dos de la cuillère dénonçant les restrictions croissantes des droits civils et politiques au Burundi. Au demeurant la mayonnaise de Léonce Ngendakumana, président de l'Alliance des Démocrates pour le Changement au Burundi, a pris. Son cri du 6 février 2014 n'est pas tombé dans l'oreille d'un sourd ! De la même manière le ras le bol exprimé par MSD, Monsieur Alexis Sinduhije ce 8 mars 2014 a résonné dans toutes les chancelleries occidentales et dans bien de salles de rédaction de la presse tant nationale qu'internationale. Le monde comprend de plus en plus que le Burundi court un risque de sombrer dans la violence si le Président Nkurunziza continue sa progression vers un état d'exception qui est en train d'installer un monopartisme au Burundi. Le ras le bol est perceptible. Les burundais à travers le monde entier organisent des manifestations pour dénoncer cet état d'exception, pour dénoncer ce terrorisme d'état qui de paisibles manifestants, pour dénoncer le retour à un monopartisme qui mène à la prise et à la prime de l'opposition, pour dénoncer cette menace d'un génocide politico-ethnique qui plane sur le Burundi. Au Canada, aux Etats Unis d'Amérique, en Europe, les burundais manifestent contre cette dictature de Nkurunziza. En Belgique, en marge du sommet Europe-Afrique, les burundais d'Europe vont manifester ce 1er avril 2014 à Bruxelles de 12h à 15h au siège de l'Union Européenne, Rue de la loi no.242, 1046 Bruxelles. Le Président Nkurunziza Pierre qui sera dans les parages comprendra que dans les pays civilisés manifester est un droit d'expression ! Il va réaliser qu'on ne tire pas sur les manifestants mais que la police a plutôt le devoir de les encadrer. Avec ce mouvement de manifestation-protestation, les burundais doivent comprendre que seule la rue viendra à bout du projet macabre de Nkurunziza de s'auto proclamer Président à vie du Burundi. Les burundais doivent comprendre et adopter cette sagesse : «Quand l'injustice devient une loi, la résistance est un devoir». Cette résistance qui a commencé ce 8 mars 2014 au siège du MSD et qui est poursuivie au parlement ce 21 mars 2014 (par le rejet du projet de révision de la constitution) doit continuer sa route ! Et tout le monde y est convié ! Ensemble nous vaincrons ! Pancrace CIMPAYE.

À À Face aux accusations de l'opposition ADC-Ikibiri et de certaines organisations de la société civile, la prudence s'impose de la part de la communauté internationale. Par Innocent Bano A la veille des élections législatives de 2015 au Burundi, une confiance politique s'installe de façon grandissante parmi certains acteurs politiques. La lutte pour le pouvoir a bel et bien commencé. A suivre de près les déclarations de certains membres de l'opposition, ADC-Ikibiri et de certaines organisations de la société civile, le Burundi est au bord du chaos, voire s'acheminerait vers un génocide. La communauté internationale n'a jamais eu aucun effort pour accompagner le peuple Burundais dans son cheminement vers la paix. Nul n'ignore que le Burundi demeure un pays post-conflit et que de nombreux défis restent à relever, vu que les attentes après plus d'une décennie de guerre civile demeurent considérables. Une chose est sûre, c'est que c'est avant tout un objectif ultime pour le peuple Burundais. En assistant à cette confiance, il est important pour la communauté internationale de faire la distinction entre les besoins de la population et les ambitions particulières des leaders politiques et de la société civile. L'usage d'un terme tel que "génocide", dans le contexte politique actuel, devrait être utilisé avec prudence. Ceux qui prédisent un génocide, ceux qui le préparent, et ceux qui pensent qu'un génocide serait une solution pour leur survie politique devraient être mis en garde, et ce quel que soit leur famille politique. Plutôt que de tomber dans le piège de certaines stratégies (diabolisation, manipulation, jeu de la peur, provocation, etc.) utilisées par certains hommes politiques burundais et certains membres de la société civile, la communauté internationale devrait éviter de prendre parti pour l'un ou l'autre camp politique et chercher à encourager les Burundais à trouver des solutions concertées dans le respect mutuel. L'usage de la force ne devrait plus être à l'ordre du jour.

qui concerne les actions auxquelles la communauté internationale est appelée à apporter son soutien. Ainsi, à la veille des élections électorales de 2015, tout en laissant le choix au peuple Burundais de tracer son propre destin, les partenaires internationaux et régionaux du Burundi devraient continuer à se mobiliser pour aider à consolider la paix et à créer un espace de débat politique non violent. Innocent BANO